



La nature de Macron et Le Pen : et si le fascisme n'était pas là où le dit la gauche !

mercredi 24 mai 2023, par [Jacques COTTA](#)

Les mobilisations qui se sont déroulées durant plus de quatre mois , partant d'une revendication sociale concernant les retraites, le recul de l'âge légal de départ et l'augmentation du nombre de trimestres nécessaires pour toucher une pension complète, ont révélé une crise démocratique, une crise politique et une crise de régime. En peu de temps, des millions de manifestants, travailleurs, jeunes, retraités, ont exprimé leur volonté de « **chasser Macron** » et de mettre « **à bas la Ve république** ». A gauche pourtant, aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'objectif d'en finir au plus vite avec la macronie ne semble pas être une priorité. Militants de la FI, de la NUPES, du PCF, nombreux expriment la crainte « au cas où... » de voir le Rassemblement National rafler la mise. Et les discours traditionnels sur le « danger fasciste » reprennent le dessus, faisant passer la réalité au second plan.

Une histoire qui date

Depuis maintenant plusieurs années Emmanuel Macron est de fait le candidat de la gauche. En 2017, Macron et Mélenchon se décernaient en public devant les caméras de télévision, dans une rencontre « improvisée » sur le vieux port de Marseille, un certificat réciproque de respectabilité.

C'est la même pièce de théâtre qui nous est rejouée régulièrement par les mêmes protagonistes auxquels vient s'ajouter tout ce que la gauche compte de « représentants », notamment lors des périodes électorales. La séquence marseillaise de 2017 qui était l'occasion de définir les « fréquentables », les « progressistes » opposés aux « nationalistes », aux « fascistes », s'inscrivait dans les élections européennes qui devaient avoir lieu l'année suivante. Victor Orban le hongrois et Matteo Salvini l'italien étaient appelés à la rescousse. « *S'ils ont voulu voir en ma personne leur opposant principal, ils ont raison (...)* Il se structure une opposition forte entre nationalistes et progressistes en Europe », déclarait alors **Macron**. **Jean Luc Mélenchon** reprenait la partition définie en commun. « *Je suis très inquiet* » déclarait-il le 20 mai 2018 au grand jury de RTL. « *Je ne cesse de répéter que dans toute l'Europe la menace est immense. Parce que en Hongrie c'est déjà des fachos, En Autriche, c'est des fachos, en Pologne ce sont des fachos, en Allemagne il y en a qui apparaissent jusque dans le Bundestag, Et en France ...* ».

Le Rassemblement National, dont Marine Le Pen banalisée en période calme par les médias unanimes, était mise en avant à la veille des échéances électorales, reprenait le rôle d'épouvantail qui lui était dévolu.

Le plat, pour le moins réchauffé, a été systématiquement resservi pour chaque élection, jusqu'à la dernière confrontation présidentielle où l'on a vu tout ce que la gauche compte de porte-parole — politiques ou syndicaux — appeler directement à « **voter Macron pour faire barrage à Le Pen** ». C'est ainsi que le président de la République, celui de la réforme des retraites, de la casse des services publics, de la destruction de notre système de santé et d'éducation, le président de l'inflation aux exploits innombrables n'est autre que le président élu par la gauche, dans les faits.

On pouvait légitimement penser que « l'épisode retraites » avait vacciné tout ce beau monde. Mais à entendre les mêmes, on peut constater qu'ils ne se font pas prier pour passer aussi vite que possible de la critique macronienne au danger du « fascisme lepéniste », et donc en toute logique qu'ils se préparent à rebelotter dans les urnes avec celui qui est décrié dans la rue.

Question de principe

Le danger fasciste, lorsqu'il existe, impose de fait l'union de tous les démocrates, par delà leurs divergences, pour défendre les libertés menacées. La question qui se pose est donc assez simple : quelle est la réalité de ce danger aujourd'hui ? Au nom de Le Pen, faut-il accepter le pouvoir de Macron ? Plus, pour s'opposer à Le Pen, faut-il considérer Macron, comme nous y invitent de fait les chefs de la gauche réunie, comme un rempart naturel ?

Ces questions conduisent donc à s'interroger sur la véritable nature du Macronisme et du Lepénisme.

Dans les discours de la gauche comme dans ceux de Macron plane le spectre des années 30. Chacun à sa façon y fait référence. Macron évoque le « populisme » lorsque les peuples aspirent à reprendre leurs affaires en main. Macron et les représentants de la gauche parlent du « racisme » et de la « xénophobie » lorsque des gouvernements européens exigent une politique migratoire différente. Macron dénonce le « souverainisme » que Mélenchon prend garde de ne pas revendiquer lorsqu'un gouvernement en Europe décide une politique contraire aux exigences de l'union européenne, et qualification ultime commune à Macron et Mélenchon, la dénonciation des « fachos » ou du fascisme pour parler pèle mêle des gouvernements hongrois, italien, polonais, de l'AFD en Allemagne, des « démocrates » de Suède, le FPO autrichien, ou encore les gouvernements tchèques, slovaques ou croates, sans omettre chez nous Marine Le Pen et le FN.

Comme je l'ai déjà écrit sur notre site il y a deux ans [ici même](#), l'analyse succincte des forces politiques concernées dément la parole commune de Mélenchon et de Macron. Aussi désagréables que soient les responsables de ces formations politiques qui ont progressé dans une série de pays d'Europe, aussi peu fréquentables soient-ils, ils n'en sont pas pour autant les « fachos » ou « fascistes » dénoncés ici ou là. Répondent-ils en effet aux critères élémentaires du fascisme qui se respecte ? L'abolition de la démocratie ? C'est tout le contraire. Ils se réclament de la démocratie et jouent le jeu des institutions et des constitutions qui régissent leur nation. Le refus du suffrage universel ? Ils en tirent leur pouvoir. Un projet totalitaire ? En général -à l'exception de la Pologne- ils font d'excellents adeptes post-soixante huitards sur une série de faits de société érigés chez nous par les médias et les responsables politiques comme l'échelle de valeur de progressisme. Le responsable hollandais Théo Van Gogh par exemple était assassiné en 2004 par un islamiste car il dénonçait l'immigration musulmane au nom des droits des gays et des femmes ! La xénophobie ? Mais qu'ont-ils à envier à **Macron** ou **Darmanin** parlant des italiens, à **Merkel** évoquant les grecs, ou **Mélenchon** se lâchant sur les allemands ? Tout cela a d'autant moins de sens que les qualificatifs politiques ne sont utilisés que comme injure, et non pour ce qu'ils veulent dire. Nationaliste ? Ils sont en général assez pro-américain et participent à l'union européenne à laquelle ils reprochent, sans remettre leur appartenance en cause, une ligne trop fédérale et peu démocratique niant les nations, critique qu'il est difficile de ne pas partager. Le racisme enfin ? Sans doute le racisme est-il ce qui a le mieux résisté dans le temps de l'héritage historique propre à chaque nation. La question n'a pas grand chose de moral mais s'inscrit dans une réalité politique, économique et sociale. La destruction des nations sous le coup de la mondialisation que nos gouvernants approuvent et encouragent détruit les nations comme cadre de vie commune. L'immigration est saisie comme une nouvelle menace, agression génératrice de difficultés nouvelles pour les personnes ordinaires. La dernière proposition en date de Macron et consorts, accueillir les immigrés dont nous aurions besoin sur le marché du travail, donc une main d'oeuvre à moindre coût au profit des capitalistes, au détriment de fait des travailleurs installés en France possédant un statut, va générer de nouvelles tensions. L'opposition à l'immigration, que les bonnes consciences résument à l'opposition aux migrants, trouve des causes là aussi politiques, économiques et sociales.

La nature du lepénisme

Les propos de Macron, de Mélenchon et dans leur sillage des responsables de la gauche substituent un sentiment moral à une réalité politique. Le fascisme est une forme de domination du capital qui dans une situation extrême a besoin de détruire physiquement les organisations ouvrières, les syndicats, les associations, les partis, les militants. Lorsque la bourgeoisie ne parvient plus à désamorcer les contradictions explosives de la société, ce sont les bandes armées qui doivent assurer l'essentiel, la centralisation du pouvoir d'état, la destruction des conquêtes ouvrières, la liquidation des organisations ouvrières et démocratiques, l'anéantissement des syndicats, des associations, des partis.

Ici rien de cela. En France par exemple, le parti socialiste et François Hollande, à la suite de l'UMP et Sarkozy, et avant Macron et LREM, ont fait le boulot. L'indépendance des organisations syndicales vis à vis du capital et des gouvernements a été largement entamée par l'Union européenne, dont la confédération européenne des syndicats, à laquelle appartiennent CGT, CFDT, FO, ... , est le bras armé dans le monde du travail. Point besoin de parti fasciste pour amoindrir le poids des syndicats. Le boulot est déjà fait.

Pour exister, pour durer, pour remplir son rôle, un mouvement fasciste doit de plus obtenir le soutien actif d'une partie significative du capital. Il lui faut avant de prendre le pouvoir avoir fait la preuve de l'utilisation de ses bandes armées, de ses milices organisées. Il faut à un mouvement fasciste avoir testé son efficacité dans des épreuves de force contre le monde salarié, contre le monde ouvrier. On voit bien que rien de cela ne permet les qualificatifs portés tant par Macron que par Mélenchon.

Le Rassemblement National bénéficie du rejet de la gauche dans le monde du travail. Ce ne sont pas les travailleurs qui ont tourné le dos à la gauche, mais la gauche qui par sa politique durant une trentaine d'années pour la dernière période a tourné le dos au monde du travail. C'est ainsi que le Rassemblement National est devenu électoralement le premier parti ouvrier du pays. Pour son organisation, pour ses militants, pour ses cercles structurés, il se rapproche plus de la conception insoumise d'un "parti gazeux" que d'un parti organisé comme un parti fasciste doit l'être pour assumer son rôle.

Le Rassemblement National promu au rang de premier parti d'opposition par les médias officiels n'est en réalité pas un parti d'opposition. C'est un parti de rechange.

La situation est bien paradoxale. Alors que nombreux dans le monde du travail y voient une porte de sortie « parce que lui, on ne l'a pas essayé », dans le processus de la lutte des classes, le rassemblement national se range du côté des capitalistes contre les travailleurs. La posture sur les retraites ne peut camoufler cette réalité.

(Sur toutes ces questions, "gauche", "droite", "LFI", "RN", "situation sociale", "crise politique"... on pourra se rendre sur [ma chaîne Youtube](#)

Sur le plan économique il vit sur le flou pour tenter de ratisser large entre plusieurs clientèles qui lui donnent son poids électoral.

- Sur le pouvoir d'achat il s'oppose à l'augmentation du SMIC, propose la baisse des cotisations sociales —c'est à dire la baisse du salaire différé, socialisé, vieux rêve des capitalistes— et l'encouragement à verser des primes au mérite, c'est à dire à la tête du client, objet de division du monde du travail...
- Sur le chômage, Marine Le Pen se veut virulente : « Je suis opposée à la philosophie qui est la vôtre —dit-elle aux macronistes— vis à vis de l'indemnisation du chômage. Elle consiste à considérer que si les gens sont au chômage c'est en gros de leur faute... »

Le discours de Marine Le Pen est à prime abord un discours syndical de base des plus respectables. A prime abord seulement, car en même temps, elle propose d'amender la loi en disant : « si on vous propose un CDI à l'issue d'un CDD et que vous le refusez, vous êtes considéré comme démissionnaire, comme ayant choisi une démission qui ne vous ouvre pas droit aux allocations chômage. » Bref, si vous refusez de pérenniser votre embauche dans un boulot insupportable, un « boulot de forçat » ou encore « un boulot de

merde » comme on dit communément, et bien fini le chômage....

D'autres exemples plus récents illustrent bien la nature du Rassemblement national.

- Dans les raffineries Marine le Pen soutient dit-elle les revendications, mais condamne les grèves et approuve les réquisitions des salariés.

Le Rassemblement national est ainsi partisan de l'ordre, l'ordre social, contre toute manifestation qui remet en cause la propriété privée et sur le fond les privilèges des fortunés, en l'occurrence des pétroliers.

Les exemples sont multiples et vont tous dans le même sens. Le site « Le média » en a fait un inventaire exhaustif.

Au parlement européen par exemple,

- Le Rassemblement National vote contre la loi destinée à tenir pour responsables les multinationales en cas de violation de droits humains ou dommages environnementaux...

Les multinationales peuvent être reconnaissantes !

- Concernant la levée de brevets sur les vaccins, le Rassemblement National vote également contre. La propriété intellectuelle de big Pharma dénoncée par les Gilets jaunes hier est bien protégée....

Là ce sont les grandes firmes pharmaceutiques qui peuvent être reconnaissantes.

- Sur la défense des travailleurs ubérisés pour qu'ils bénéficient des mêmes protections sociales que les travailleurs sous contrat de travail, ils s'abstiennent...

Monsieur Uber est très reconnaissant...

Bref, pas besoin de diaboliser le rassemblement national en évoquant le fascisme pour ne pas adopter sa politique. Il est un parti de défense des capitalistes, comme l'est Renaissance de Macron et quelques autres.

La seule différence entre Macron et Le Pen réside dans la reconnaissance que porte le système, la 5e république, à l'un plus qu'à l'autre. Mais pour la politique, l'un et l'autre sont synonymes de défense des intérêts capitalistes contre les ouvriers et salariés...

On voit bien que la qualification de fascisme du Rassemblement National n'a pour seul objet et seul effet que la réélection de Macron, ou de tout autre candidat des capitalistes jugé respectable et fréquentable. Cela d'ailleurs au détriment d'une appréciation exacte de la politique de ces candidats, qui rappelle la formule de Pier Paolo Pasolini, « **le fascisme peut revenir sur la scène à condition qu'il s'appelle anti-fascisme** ». (In lettres luthériennes 1976)

La nature du macronisme

Le rappel des « lettres luthériennes » de Pasolini prend là toute son importance. Car s'il s'agit de parler de fascisme, n'est-ce pas sous la forme de l'anti-fascisme qu'il se manifeste ? N'est-ce pas celui qui le dénonce à cors et à cris, Emmanuel Macron en personne pour ses intérêts électoraux, qui en est le plus proche ?

Evidemment, parler de LREM d'hier ou « Renaissance » d'aujourd'hui comme de partis fascistes serait tout aussi ridicule que d'évoquer le Rassemblement National de la sorte. Mais à y regarder de plus près, Macron n'est-il pas porteur d'une politique qui s'assimile à une sorte de fascisme des temps nouveaux.

Le style de Macron vaut programme. Sa violence verbale, ses excès récurrents, sont synonymes de

mépris et d'arrogance. Hors le caractère folklorique de certaines de ses sorties, pour les méthodes et le contenu, n'est-il pas en réalité porteur de la politique assimilée par la gauche au fascisme ?

Quelques questions contiennent en elles la réponse. Qui s'emploie à détruire minutieusement l'état social ? Qui use des méthodes répressives qu'on n'imaginait pas possibles jusque là ? Qui a fait tirer sur le peuple habillé en jaune ? Qui a donné l'ordre d'estropier, de mutiler, d'énucléer des centaines de Français ? Qui ? Sinon Macron lui-même !

Emmanuel Macron et son mouvement sont ultra minoritaires dans le pays. Macron repose sur une petite partie de la minorité du corps électoral qui se déplace toujours pour aller aux urnes et qui s'accommode fort bien de la politique qu'il met en oeuvre. Sa base considère que la mondialisation est synonyme de modernité, et n'a que faire des préoccupations sociales qui concernent la majorité du peuple français. Cette couche, faite de la bourgeoisie fortunée et petite bourgeoisie aisée issue en partie des rangs de gauche, préfère les questions sociétales aux réalités sociales dont elle se moque éperdument. Dès lors Macron a les mains libres pour utiliser à loisir l'arsenal de la Ve république, la constitution anti démocratique, et la force sans limite pour imposer au peuple sa volonté.

Il mêle dans l'exercice du pouvoir les ingrédients de la **dictature**, de la **tyrannie**, et du **totalitarisme**.

Le terme même de dictature remonte à la république romaine. En cas de crise sérieuse, de menace militaire sur Rome par exemple, un magistrat était investi de pouvoirs pratiquement absolu pour prendre les rênes de la cité, théoriquement pour une durée limitée, en principe six mois, avant de revenir à l'organisation normale des pouvoirs publics.

Pour ce qui concerne le caractère exceptionnellement anormal du régime, le pouvoir d'Emmanuel Macron coche toutes les cases. Il a mis en place un fonctionnement politique autoritaire où à l'occasion la marche habituelle de la république est suspendue, maintenant son pouvoir par l'exercice de la violence déchainée. Les épisodes qui font appel aux Gilets jaunes, ou encore à la période Covid, parlent d'eux-mêmes. L'épidémie a été l'occasion d'une législation d'exception. Les libertés ont été entravées, sur la base de déclarations aussi contradictoires qu'incompréhensibles.

La tyrannie est une forme de gouvernement non démocratique dans laquelle le pouvoir est détenu par une seule personne de manière despotique. Alors que l'exécutif est en principe là pour exécuter les décisions du législatif avec la justice comme troisième pouvoir susceptible de jouer un rôle de contrôle et d'équilibre, Emmanuel Macron donne ses ordres aux députés lorsqu'il ne nie pas purement et simplement la représentation nationale. La période récente sur la « loi retraite » est une bonne illustration du caractère tyrannique du pouvoir macronien.

Le totalitarisme permet à une pensée unique émanant d'un pouvoir tyrannique et dictatorial de tout contrôler et de régenter la vie des citoyens en accumulant des contraintes incessantes. Là encore le Covid a donné cours à une série impressionnante. Le rappel est tellement grotesque qu'on a pratiquement peine à croire la réalité vécue pourtant il y a peu de temps. Le droit de consommer debout et pas assis, la nécessité de se signer à soi-même des autorisations de sortie sous peine de contraventions, l'abandon organisée des vieux dans les « Ehpad », le licenciement de personnels non vaccinés, alors que la vaccination n'était pas obligatoire, les libertés piétinées, la déshumanisation organisée, autant de mesures qui n'avaient pour but que de soumettre toujours plus les citoyens au moyens de la double peur, du virus d'abord, et des mesures répressives d'état ensuite.

Avec la dictature, la tyrannie et le totalitarisme, avec un système de gouvernement qui privilégie un capitalisme de connivence, qui utilise à ses fins une pléiade de cabinets spécialisés et privés, qui planifie l'économie en vue de subventionner les grands capitalistes, avec un personnel au service de l'oligarchie qui détient dans ses mains pouvoir économique, politique et médiatique, qui exalte l'état policier comme source de l'ordre, nie les droits et les libertés fondamentales des individus, et fait de l'exécutif le maître sans borne de la société, il est possible de quitter les fantasmes et rappels historiques inadaptés **pour parler du fascisme actuel qui domine, le fascisme macronien, fascisme d'un type nouveau.**

Conclusion provisoire

La condamnation politique de **Marine Le Pen** et du rassemblement national doit être sans équivoque, mais pour de bonnes raisons. Le fascisme historique que la gauche veut y voir pour légitimer son opposition n'est pas cohérent. Ce qui compte est la nature de sa politique, ni plus, ni moins. Le rassemblement national est une organisation « gazeuse » qui aurait pu dans les années 1980 constituer « la droite » du RPR, qui n'a d'autre sens aujourd'hui que le maintien des Macron et consorts au pouvoir, et qui dans des circonstances politiques données pourrait constituer une solution de rechange pour les grands capitalistes.

Il est un leurre mis en place pour duper les couches populaires, les travailleurs. La manoeuvre a jusque là assez bien fonctionné avec la complicité d'une gauche tout juste bonne à agiter l'éventail.

En même temps, le soutien apporté à Macron est criminel. C'est lui qui à la tête de l'état porte les coups aux travailleurs dans tous les domaines. Il exerce le pouvoir d'une façon qui illustre à merveille la citation de Pier Paolo Pasolini rappelée précédemment, « **le fascisme peut revenir sur la scène à condition qu'il s'appelle anti-fascisme** ».

Dans leur propre logique, les responsables de gauche qui le soutiennent au nom du moindre mal préparent la catastrophe qu'ils disent vouloir combattre. Si demain Marine Le Pen accède au pouvoir, elle pourra bénéficier de tout ce que Macron, avec le soutien de la gauche, aura expérimenté, un exercice totalitaire, despotique, tyrannique, et dictatorial ...

Jacques Cotta
le 24 mai 2023